

Pôle services vétérinaires
Service : santé, protection animale et environnement
Bureau : protection de l'environnement, sous-produits et
alimentation animale

Châlons-en-champagne, le 13/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS TERREENERGY

51240 Coupetz

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement SAS TERREENERGY implanté 51320 Faux-Vésigneul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS TERREENERGY
- 51320 Faux-Vésigneul
- Code AIOT : 0005704777
- Régime : Autorisation
- IED : Non

La SAS TERREENERGY exploite un élevage de bovins à l'engraissement soumis au régime de l'autorisation et une unité de méthanisation.

Références réglementaires :

- * Arrêté préfectoral n° 2015 A 90 IC du 25 novembre 2015 portant autorisation unique au bénéfice de la SAS OURY concernant un élevage de bovins à l'engraissement sur la commune de FAUX-VESIGNEUL.
- * Arrêté préfectoral n° 2022 APC 133 IC du 2 août 2022 fixant des prescriptions à la SAS TERREENERGY pour son élevage de bovins à l'engraissement et l'exploitation d'une unité de méthanisation sur la commune de faux-Vésigneul.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article 5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Devenir des digestats	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article 7 et arrêté ministériel du 22/10/2020, I-II-2 et III-I	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	État de propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dispositif de mesure des quantités d'eau consommées ne permet pas de relever l'intégralité de la consommation du site.

Des analyses du digestat au regard des attendus du cahier des charges approuvé par l'arrêté ministériel du 22/10/2020, sont manquantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article 5
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : « [...] Les installations sont alimentées en eau par le forage référencé CO012 situé au lieu-dit 1. La consommation annuelle est estimée à : – 16 735 m ³ pour l'élevage (2 200 au lieu-dit 1 et 14 535 au lieu-dit 2), – 5 000 m ³ pour la méthanisation.[...]» Un compteur d'eau volumétrique, adapté au débit et sans possibilité de remise à zéro, est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'élevage. Un compteur d'eau volumétrique, adapté au débit et sans possibilité de remise à zéro, est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation de méthanisation [...]»
Constats : Les installations d'élevage sont réparties sur deux emplacements (lieu-dit 1 et lieu-dit 2) distants d'environ 250 mètres. Un forage équipé d'un compteur est en fonctionnement lieu-dit 1. Les prélèvements d'eau sont utilisés pour l'élevage, l'unité de méthanisation (lieu-dit 2) et l'irrigation. Lieu-dit 1, les installations d'élevage ne sont équipées d'aucun compteur. Lieu-dit 2, - un compteur est présent dans chacun des deux bâtiments d'élevage (exploités à ce jour) ; la consommation y est relevée ; - aucun dispositif de mesure des volumes d'eau consommés n'est présent au niveau de * l'unité de méthanisation ; * la zone de lavage des véhicules ; * le bâtiment (infirmerie) situé entre les 2 bâtiments d'élevage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : « [...] Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité. [...]»
Constats : La tête de forage débouche dans une chambre de comptage. Deux dalles en béton en constituent le plafond en débordant à l'extérieur. Elles ne sont pas parfaitement jointives (fente visible). L'accès à la chambre est constitué d'une grille. Ainsi le plafond de la chambre de comptage n'est pas imperméable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Devenir des digestats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article 7 et Arrêté Ministériel du 22/10/2020, I-II-2 et III-I

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral complémentaire du 2/08/2022, article 7 :

" [...] Les digestats produits par la SAS TERREENERGY sont destinés à la commercialisation en tant que matières fertilisantes répondant au cahier des charges approuvé par l'arrêté du 22 octobre 2020 susvisé.

Ils répondent aux dispositions de ce texte. [...]"

Arrêté ministériel du 22 octobre 2020, I-II-2 :

" [...] Dans le cas où une séparation de phase est effectuée, la fraction liquide et la fraction solide constituent deux produits distincts devant chacun respecter les conditions du présent cahier des charges. "

Arrêté ministériel du 22 octobre 2020, III-I :

"La vérification des critères mentionnés aux tableaux 2, 3, 4 et 5 ainsi que les critères agronomiques à inscrire sur le document d'accompagnement du lot de produit tels que mentionné au IV-III est effectuée pour chaque lot sur des échantillons représentatifs du produit. Le lot correspond à la quantité de digestat conforme au cahier des charges produite dans des conditions analogues et sur une période définie par l'exploitant ne pouvant pas excéder une année.

Lorsque le tonnage de digestat conforme au présent cahier des charges est supérieur à 5 500 tonnes par an, le nombre d'analyses des critères agronomiques et des critères microbiologiques mentionnés au tableau 3 réalisées par an ne peut être inférieure à celui indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1. – Nombre minimal d'analyse des critères agronomiques et microbiologiques à réaliser par an

le tonnage de digestat conforme au présent cahier des charges par an	> 5 500 T	> 11 000 T	> 16 500 T	> 22 000 T
Nombre d'analyses	2	3	4	5

Constats :

D'après les explications des exploitants :

- un lot de digestat solide et un lot de digestat liquide sont produits par an ;
- 1 506 tonnes de digestat solide et 15 701 m³ de digestat liquide (environ 15 000 tonnes) ont été cédées en 2023 (cf mail et échange téléphonique du 31/01/2024).

Compte-tenu de ces éléments,

- pour le digestat solide, le nombre d'analyses des
 - * critères agronomiques et microbiologiques, est au moins 1 par an ;
 - * éléments trace métalliques (ETM), inertes et impuretés, composés traces organiques (CTO), est au moins 1 an ;

Un résultat d'analyses regroupant ces paramètres a été présenté pour l'année 2023.

- pour le digestat liquide, le nombre d'analyses des
 - * critères agronomiques et microbiologiques, est au moins 3 par an ;
 - * éléments trace métalliques (ETM), inertes et impuretés, composés traces organiques (CTO), est au moins 1 an.

Deux résultats d'analyses ont été présentés (janvier et juin 2023).

Points non conformes :

- Les critères bactériologiques n'ont été recherchés qu'une fois au lieu de trois,
- les critères agronomiques n'ont été recherchés que deux fois au lieu de trois,
- le rapport carbone sur azote (C/N), critère agronomique, n'apparaît pas sur une des deux analyses.

Point non examiné : définition d'un lot de digestat

Type de suites proposées : Avec suites

***Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : État de propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation et aménagement
Prescription contrôlée : « [...] L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.»
Constats : Les abords des bâtiments sont propres.
Observations : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite